

## Feuille de Route Pays

### *Congo Brazzaville*

## Contenu

A. Objectif du travail de groupe .....	2
B. Contexte.....	2
C. Analyses des problèmes nutritionnels.....	3
D. Buts, objectifs et activités en lien avec la nutrition.....	4
E. Indicateurs relatifs à des progrès dans la situation nutritionnelle .....	7
F. Arrangements institutionnels et mécanismes de coordination .....	8
G. Capacités nécessaires à la prise en compte de la nutrition.....	8
H. Calcul des coûts / Financement .....	9
I. Prochaines étapes.....	10

## Participants:

Nom	Organisation / Position	Email
Mr Aimé Blaise NITOUUMBI	nutritionniste spécialiste en industries agro alimentaires, chef de service de contrôle de la qualité des produits alimentaires	<a href="mailto:nitoumbi@yahoo.fr">nitoumbi@yahoo.fr</a>
Mme Odette DAHTET	Nutrition du ministère de la santé et de la population	<a href="mailto:obandenga@yahoo.fr">obandenga@yahoo.fr</a>
Loufouma Ambroise	Coordonnateur Project PNSA, Ministère de l'Agriculture	<a href="mailto:aloufouma@yahoo.fr">aloufouma@yahoo.fr</a>
Mme Ngouma Youmbere Jeanne	Inspectrice, Ministère de l'Agriculture	<a href="mailto:jeannengouma@yahoo.fr">jeannengouma@yahoo.fr</a>

## A. Objectif du travail de groupe

Parvenir à un consensus sur les principaux problèmes nutritionnels dans le pays et faire des propositions pour s'assurer que les problèmes nutritionnels sont effectivement pris en compte dans les stratégies agricoles. *(Préciser le nom du document de politique / du plan d'investissement qui a été spécifiquement révisé pendant les travaux de groupe par pays).*

- Le Pays n'ayant pas encore de document PDDAA, l'analyse est basée sur les stratégies de développement agricole 2003- 2013.

## B. Contexte

*Vous pouvez apporter ici des informations sur l'état d'avancement de votre pays dans le processus du PDDAA :*

- 0. Lancement du processus (désignation du point focal, lancement du PDDAA, établissement du comité technique, recrutement des experts)*
- 1. Conception et signature du Pacte*
- 2. Développement du plan d'investissement*
- 3. Revue technique du plan d'investissement*
- 4. Business meeting*
- 5. Mise en œuvre*
- 6. Suivi & Evaluation / Evaluation de l'impact*

*Vous pouvez aussi insérer ici les activités clés qui ont été mises en œuvre en préparation de l'atelier (par exemple : montage d'une équipe pays multi-sectoriel ; réalisation d'un document sur la situation nutritionnelle du pays (Nutrition Country Paper) ; identification des documents de politiques et stratégies agricoles pertinentes (dont le plan nation d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) ; organisation d'une réunion préparatoire à l'atelier avec l'équipe pays ; etc.) et précisez les objectifs de ces différentes activités.*

- **CAADP lancé**

## C. Analyses des problèmes nutritionnels

1. Quels sont les principaux problèmes nutritionnels dans votre pays ? Comment les taux de malnutrition ont-ils évolué dans les 10 dernières années ? Anticipez-vous des changements de ces taux dans les 10 prochaines années ? Quelles sont les raisons de ces changements ?

*NB : Considérer les différentes formes de malnutrition. Analyser les tendances (saisonniers ; sur plusieurs années) peut vous aider à identifier les causes de la malnutrition et comprendre les évolutions de la situation.*

Principaux problèmes de nutrition	Evolution des taux de malnutrition les 10 dernières années	Changement des taux dans les 10 ans à venir	Quelle sont les raisons de ces changements ?
Retard de croissance (retard de croissance) chez les enfants < 5 ans : Prévalence de 24,6%	Baisse de 6 points de 2005 à 2011	En anticipant sur la tendance à : -La croissance démographique -La diversification de l'économie et perspectives favorables ; -L'augmentation de la croissance économique ; -La forte urbanisation (61,2%).	-la non substitution du financement public durant la période post-conflit après le retrait des partenaires ; -Mauvaise répartition des revenus du pays ; -Forte dépendance des importations alimentaires, -mauvaises pratiques et habitudes alimentaires ; -Faible financement public de la nutrition ; -allocation des ressources ne sont pas matérialisée sur le terrain, -faible expertise d'appui à la mise en œuvre et faible capacité des agents sociaux en nutrition ; -Faible niveau institutionnel de la nutrition
Surcharge pondérale des femmes en âge de procréer : Prévalence de 17%	Stagnation de 2005 à 2011		
Carence en vitamine A chez les enfants : Prévalence de 51,8%	Pas d'étude récente		
Carence en vitamine A chez les femmes enceintes et allaitantes : Prévalence de 44,4%	Pas d'étude récente	Les tendances évoquées vont peut stagner ou augmenter si les interventions en nutrition dans les 10 ans à venir	
Anémie chez les enfants de 6 à 59 mois : Prévalence 66,7%	Stagnation de 2005 à 2011		
Anémie chez les autres femmes en âge de procréer : Prévalence de 55%	Stagnation de 2005 à 2011		
Faible couverture des interventions en nutrition hors mis le sel iodée et la supplémentation en vitamine A			

### ANALYSE DE LA SITUATION

Dans le contexte à la page 7 ajouter les données sur:

- La situation alimentaire (voir enquête PAM 2010) : Disponibilité, Régime et habitudes alimentaires, la stabilité des approvisionnements alimentaires, l'accès aux vivres, Sécurité sanitaire des aliments, Scores de consommation alimentaire

- la situation nutritionnelle : Prévalence des formes majeures de malnutrition ( groupes lus vulnérables, causes immédiates et sous- jacentes de la malnutrition

Causes immédiates et sous- jacentes de la malnutrition - La prévalence de la malnutrition chronique est influencée par:

- l'intervalle inter génésique. La proportion d'enfants accusant ce type de malnutrition augmente quand l'espacement des naissances est faible.
- le statut du poids à la naissance influence aussi la prévalence de la malnutrition chronique.
- l'état nutritionnel de la mère influence aussi la prévalence de la malnutrition chronique de l'enfant.
- le milieu de résidence.
- le niveau d'instruction de la mère influence la prévalence du retard de croissance sévère
- le niveau de vie du ménage
- la non substitution du financement public durant la période post- conflit après le retrait des partenaires ;
- Mauvaise répartition des revenus du pays ;
- Forte dépendance des importations alimentaires,
- mauvaises pratiques et habitudes alimentaires ;
- Faible financement public de la nutrition ;
- allocation des ressources ne sont pas matérialisée sur le terrain,
- faible expertise d'appui à la mise en œuvre et faible capacité des agents sociaux en nutrition ;
- Faible niveau institutionnel de la nutrition

2. **Y a-t-il des zones géographiques ou des groupes de population (par âge, genre et/ou groupe socioéconomiques, etc.) plus vulnérable à la malnutrition? Lesquels, et pourquoi ?**

S'il vous plaît se référer au tableau 2 ci-dessous

3. **Est-ce que les principaux problèmes nutritionnels et les causes de la malnutrition sont-ils déjà identifiés dans votre PNIASA ? Si non, quelles informations complémentaires devraient-êtré ajoutées ?**

*E.g. différents types de malnutrition, principales tendances, analyse des groupes de population et des zones géographiques les plus à risque de malnutrition, causes immédiates et sous-jacentes de la malnutrition)*

S'il vous plaît se référer au tableau 2 ci-dessous / **A compléter**

#### **D. Buts, objectifs et activités en lien avec la nutrition**

4. **Que souhaitez-vous réellement atteindre en terme de nutrition (quels objectifs spécifiques ? quelles cibles ?) et que vous devriez inclure dans votre compact PDDAA et / ou Plan d'investissement PDDAA afin d'assurer que la nutrition soit réellement prise en compte ?**

*NB : Essayez d'être le plus spécifique possible dans votre formulation (évitez les formulations du type « réduire la malnutrition » ou « améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnels » qui sont des objectifs globaux / au niveau de l'impact)*

- Objectif global

- Améliorer la situation nutritionnelle des populations congolaises
- Objectifs spécifiques
  - Diversifier les productions domestiques (agricole, animale et halieutique) des aliments riches en micronutriments.
  - Promouvoir les régimes alimentaires sains et équilibrés au niveau des ménages
  - Valoriser les produits forestiers non ligneux et l'élevage des animaux non domestiques.

**5. Sur la base des objectifs nutritionnels (en lien avec l'agriculture) que vous vous avez formulés précédemment, comment pourrait être révisés/formulés les objectifs dans le PNIASA afin de mieux prendre en compte les problématiques nutritionnelles ?**

Dans le document de stratégies les groupes cibles et les priorités zonales n'apparaissent pas clairement.

- Les petits producteurs en particulier les femmes ;
- Les leaders d'opinions
- Les confessions religieuses
- les encadreurs et vulgarisateurs du secteur rural et péri-urbain

**6. Est-ce que certains groupes de populations (par âge, genre et/ou groupe socioéconomique, etc.) devraient être ciblés en particulier pour pouvoir atteindre ces objectifs ?**

Groupes de population ciblés

- Dans le document de stratégies les groupes cibles et les priorités zonales n'apparaissent pas clairement.
  - Les petits producteurs en particulier les femmes ;
  - Les leaders d'opinions
  - Les confessions religieuses
  - les encadreurs et vulgarisateurs du secteur rural et péri-urbain

- Zones géographiques d'interventions prioritaires :

Les interventions seront menées dans tout le pays, toutefois la première phase du programme mettra l'accent sur les quatre départements qui ont une prévalence de la malnutrition chronique critique, c'est-à-dire au-delà de 30%, à savoir : le Kouilou, la Lékoumou, les Plateaux, et la Sangha.

**7. Quels groupes de populations / zones géographiques recommanderiez-vous d'inclure / de davantage cibler dans votre PNIASA ?**

Voir tableau ci-dessous

**8. Quelles interventions pourraient être mise en place pour atteindre les objectifs fixés et répondre aux besoins des populations ciblés ?**

Voir tableau ci-dessous

**9. Quelles sont les interventions que vous recommandez d'ajouter /de réviser dans votre PNIASA afin d'atteindre les objectifs suggérés ?**

- Sensibilisation et éducation nutritionnelles en tenant compte des disponibilités locales et des adaptations à apporter ;

- Appui en matériels végétal, animal et halieutique à vulgariser ;
- Formation et encadrement en techniques de production, culinaire, conservation et transformation des produits alimentaires

<p><b>Y-a-t-il des zones géographiques ou groupes de population plus vulnérables à la malnutrition ?</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 4 régions sur 12 les plus affectées par la malnutrition chronique sont : la Bouenza, le kouilou, les plateaux et la sangha</li> <li>▪ Les groupes les vulnérables sont : les enfants de moins de 5 ans, les femmes en âge de procréer, ...</li> <li>▪ Raisons : faible couverture des besoins nutritionnels, Mauvaises habitudes alimentaires, faible production alimentaire</li> </ul>
<p><b>Objectifs spécifiques et cibles à atteindre en terme de nutrition</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Réduire de 2 points de % par an la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins 5 ans :</li> <li>▪ Réduire de 1 point de % par an la prévalence Surcharge pondérale des femmes en âge de procréer</li> <li>▪ Réduire de 1 point de % par an la prévalence anémie chez les enfants et les femmes en âge de procréer</li> </ul>
<p><b>Est-ce que certains groupes de populations devraient être ciblés en particulier pour pouvoir atteindre ces objectifs</b></p>	<p>Les populations et groupes cibles de la politique nationale de nutrition au Congo sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les nourrissons et les jeunes enfants, les orphelins et autres personnes vulnérables</li> <li>▪ Les femmes en âge de procréer, notamment les femmes enceintes et allaitantes</li> <li>▪ Les personnes âgées</li> <li>▪ Les personnes malades</li> <li>▪ Les personnes vivant avec le VIH/SIDA</li> <li>▪ Les personnes vivant avec handicap</li> <li>▪ Les ménages pauvres</li> <li>▪ Les populations des zones d'accès difficile</li> <li>▪ Les personnes surnutries</li> <li>▪ Les déplacés et les réfugiés lors des situations d'urgences</li> </ul>
<p><b>Quelles interventions pourraient être mises en place pour atteindre les objectifs et cible</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ L'augmentation et la diversification de la production agricole et animale de la consommation familiales des aliments, notamment ceux qui sont riches en micronutriments.</li> <li>▪ L'intensification de la production agricole et animale par la sensibilisation, la modernisation et la vulgarisation des techniques.</li> <li>▪ La promotion d'activités génératrices de revenus et d'autres programmes similaires comme les filets de sécurité qui constituent un moyen par lequel les ménages les plus vulnérables pourraient améliorer l'alimentation des enfants.</li> <li>▪ Le développement des infrastructures de stockage et de conservation des aliments pour garantir la stabilité de la disponibilité.</li> <li>▪ La redynamisation de la production locale d'aliments de compléments adéquats à base des produits locaux répondant</li> </ul>

	<p>aux normes de l'OMS, à l'image de la farine de sevrage VITAFORT, pour une amélioration de leur disponibilité et accessibilité.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Le renforcement du système national de contrôle de qualité des denrées alimentaires (ressources humaines, matérielles...);</li> <li>▪ L'intégration et la mise en œuvre l'éducation nutritionnelle dans les programmes scolaires et agricoles pour éradiquer les mauvaises pratiques alimentaires</li> <li>▪ Valorisation des produits forestiers non ligneux et l'élevage des animaux</li> <li>▪ La création d'une direction centrale de la nutrition au ministère en charge de la santé et des unités de nutrition dans les certains ministères clés impliqués dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle comme les ministères de l'agriculture et de l'élevage, de la pêche et l'aquaculture, du développement industriel...</li> <li>▪ La promotion de la consommation des fruits et légumes et des styles de vies sains ;</li> <li>▪ L'extension du processus de fortification à d'autres aliments</li> <li>▪ La relance des jardins scolaires</li> <li>▪ La mise en place d'un cadre de coordination multisectorielle pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle</li> <li>▪ Faire le plaidoyer auprès des ministères en charge des écoles de santé et d'autres secteurs connexes : agricole, élevage, social pour l'intégration des programmes de santé-nutrition dans les curricula de formation.</li> <li>▪ Poursuivre le processus en vue de l'adhésion du pays à l'initiative « Scaling Up Nutrition » (SUN) : la mise à l'échelle des interventions en nutrition.</li> </ul>
--	--

## E. Indicateurs relatifs à des progrès dans la situation nutritionnelle

### 10. Quels indicateurs devraient être inclus afin de pouvoir suivre les progrès dans la réalisation des objectifs fixés ? Sont-ils déjà inclus dans le PNIASA ?

- Réduction de 2 points de % par an de la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins 5 ans :
- Réduction de 1 point de % par an de la prévalence Surcharge pondérale chez femmes en âge de procréer
- Réduction de 1 point de % par an de la prévalence anémie chez les enfants et les femmes en âge de procréer

### 11. Des activités pour renforcer les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle devraient-elles être intégrées dans le PNIASA ?

- Renforcement des attributions de la direction des études et de la planification;
- Mise en place des canaux de circulation de l'information de la base au niveau central statistiques agricoles, données nutritionnelles;
- Création d'une unité de sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau de la DEP

## F. Arrangements institutionnels et mécanismes de coordination

12. Quels sont les principaux acteurs (institutions nationales, partenaires de développement, secteur privé) et les initiatives (SUN, REACH, etc.) qui devraient être impliqués pour renforcer l'impact nutritionnel du PNIASA? Leurs rôles et responsabilités sont-ils clairement définis dans le PNIASA ? Quelle est la principale structure responsable de gérer/coordonner les composantes du PNIASA en lien avec la nutrition ? Est-ce pertinent ?
13. Quels besoins nécessitent d'être coordonnés ? Dans quel but : que souhaitez-vous atteindre avec la coordination ?
14. Quel type de mécanisme de coordination pensez-vous être le plus efficace dans votre pays pour atteindre les objectifs de coordination en termes de nutrition ?
15. Quels mécanismes de coordination sont suggérés dans le PNIASA ? Sont-ils pertinents pour la coordination et la communication sur la nutrition ? Si non, comment peuvent-ils être renforcés pour assurer une coordination optimale (entre les différents secteurs travaillant sur la nutrition et au sein du secteur agricole) ?

### LES RECOMMANDATIONS AU NIVEAU INSTITUTIONNEL :

- Créer un organe de coordination intersectorielle de la nutrition au plus haut sommet de l'Etat, dans le cadre de l'adhésion du pays à l'initiative Scaling Up Nutrition (SUN).
- Créer une agence de sécurité alimentaire et nutritionnelle pour la planification. Actuellement la nutrition est gérée uniquement par un service de la direction de l'hygiène publique et de la promotion de la santé du ministère en charge de la santé. Il n'y a donc aucun répondant au niveau des départements et des districts.
- Mettre en place des unités de nutrition dans les ministères en charge du développement rural, car il n'existe aucune expertise en matière de nutrition dans ces ministères.
- Formaliser et relancer l'équipe PDDAA pays

La coordination se fera autour de l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre commun de résultats.

## G. Capacités nécessaires à la prise en compte de la nutrition

16. Quelles capacités sont nécessaires à l'atteinte de vos objectifs et à la mise en œuvre de vos interventions ? Ces capacités existent-elles dans votre pays ?

*NB. Prenez en compte les aspects opérationnels, stratégiques et de recherche au niveau des institutions et des individus)*

17. Quels sont les partenaires qui peuvent apporter un soutien technique et institutionnel afin de développer les capacités nécessaires?
18. Des activités en termes de développement des capacités doivent-elles être incluses/ajoutées dans le PNIASA afin de soutenir la mise en œuvre de vos objectifs nutritionnelles? Si oui lesquelles et dans quel but ?
  - Ressources humaines : il s'agira de :
    - Faire le plaidoyer auprès des ministères en charge de l'éducation et de la formation professionnelle pour l'intégration des programmes de santé-nutrition dans les curricula de formation.
    - Recruter le personnel qualifié et harmoniser les actions à mener sur le terrain avec les acteurs (Personnels de l'état, des ONG, ...)
  - Ressources matériels et financières



- Créer les capacités de mise à échelle des interventions de nutrition par l'allocation régulière des budgets conséquents.
- Capacités techniques- Les partenaires qui peuvent apporter un soutien technique sont :
  - Les universités publiques et privées ;
  - Le secteur privé ;
  - La société civile ;
  - Les experts ;
  - Les partenaires techniques et financiers ;
  - L'Union Africaine

## H. Calcul des coûts / Financement

**(Fait référence au travail de groupe du jeudi après-midi 28 février)**

**19. La mise en œuvre des activités/recommandations que vous avez identifiées exige-t-elle des ressources supplémentaires par rapport à ce qui a déjà été prévu dans le PNIASA?**

## I. Prochaines étapes

Tâches	Date	Responsables	Avec qui?	Comment?	Besoins	Budget
<b>Restitution des conclusions de l'atelier</b>	Samedi 02/03/13	NITOUMBI Aimé Blaise	LOUFOUMA Ambroise NGOUMA YOUMBERE Jeanne	Rédiger le rapport		
	Mardi 05/03/13	LOUFOUMA Ambroise	NITOUMBI Aimé Blaise NGOUMA YOUMBERE Jeanne	Faire une fiche synthèse		
	Mercredi 06/03/13	NGOUMA YOUMBERE Jeanne	LOUFOUMA Ambroise NITOUMBI Aimé Blaise	Audience auprès de Monsieur le Ministre de l'agriculture et de l'élevage en passant le Dir Cab.		
Sensibilisation des décideurs	Réponse demande d'audience	NGOUMA YOUMBERE Jeanne	LOUFOUMA Ambroise NITOUMBI Aimé Blaise	Rencontre avec le Ministre de l'agriculture et de l'élevage		
	Semaine du 04 au 08/03/13	LOUFOUMA Ambroise	NITOUMBI Aimé Blaise NGOUMA YOUMBERE Jeanne	Rencontre avec le Représentant de la FAO au CONGO		
<b>Points clés :</b>						
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Formalisation et relance de l'équipe pays PDDAA.</li> <li>▪ Création d'un organe de coordination intersectorielle de la nutrition au plus haut sommet de l'Etat</li> <li>▪ Sensibilisation et éducation nutritionnelles en tenant compte des disponibilités locales et des adaptations à apporter ;</li> <li>▪ Appui en matériels végétal, animal et halieutique à vulgariser ;</li> <li>▪ Formation et encadrement en techniques de production, culinaire, conservation et transformation des produits alimentaires.</li> </ul>						
<b>Besoins d'assistance</b>						
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assistance technique et financière pour l'élaboration du PNIA</li> </ul>						
<b>Personnes à contacter :</b> NGOUMA YOUMBERE Jeanne, LOUFOUMA Ambroise, NITOUMBI Aimé Blaise						